

VRANKEN POMMERY MONOPOLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017



MAZARS
37 RUE RENE CASSIN
BEZANNES
CS 30009
51726 REIMS CEDEX



AUDIT & STRATEGY
REVISION CERTIFICATION
15 RUE DE LA BONNE RENCONTRE
QUINCY VOISINS
77334 MEAUX CEDEX

VRANKEN-POMMERY MONOPOLE

Siège Social : 5 Place Général Gouraud 51100 REIMS

Société Anonyme au capital de 134.056.275 €uros

N° Siren : 348494915

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017



MAZARS
37 RUE RENE CASSIN
BEZANNES
CS 30009
51726 REIMS CEDEX



AUDIT & STRATEGY
REVISION CERTIFICATION
15 RUE DE LA BONNE RENCONTRE
QUINCY VOISINS
77334 MEAUX CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale des actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VRANKEN POMMERY MONOPOLE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Au 31 décembre 2017, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 345,6 m€. Les titres des filiales et les participations étrangères sont valorisés au coût historique d'acquisition. A la clôture, la société évalue ses titres à leur valeur d'utilité. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est enregistrée pour le montant de cette différence.

La valeur d'utilité est déterminée à l'aide des critères détaillés dans les « Règles et méthodes comptables », adaptés aux participations évaluées : activité développée, résultats engagés, capitaux propres et perspectives d'évolution.

Compte tenu de leur montant particulièrement significatif, des incertitudes inhérentes à certains éléments et de leur sensibilité aux prévisions de la Direction, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation, créances rattachées et provisions pour risques constitue un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations obtenues, nous avons mis en œuvre des diligences qui ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des données utilisées et, selon les titres concernés, à :

- comparer les données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation avec les données comptables et le cas échéant les projections de flux de trésorerie de la Direction;
- vérifier l'exactitude arithmétique des valeurs d'utilité retenues par la société ;
- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.

Enfin, nous avons évalué le contenu des informations communiquées dans les « Règles et méthodes comptables » et dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société VRANKEN POMMERY MONOPOLE SA par l'assemblée générale du 12 juin 2013.

Au 31 décembre 2017, le cabinet MAZARS était dans la 23^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Audit & Strategy Révision Certification dans la 17^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

**VRANKEN
POMMERY
MONOPOLE**

*Comptes Annuels
Exercice clos le
31 décembre 2017*

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Quincy Voisin et à Bezannes, le 12 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS



MICHEL BARBET-MASSIN

AUDIT & STRATEGY, REVISION
CERTIFICATION



LAURENCE VERSAILLE

Comptes sociaux

Compte de résultat au 31 décembre 2017



En K€	Note annexe	2017	2016
Chiffre d'affaires	1	343 200	381 143
Production stockée		-	-
Production immobilisée		135	66
Production de l'exercice		343 335	381 209
Consommation de l'exercice	2	- 326 500	- 364 059
Valeur ajoutée		16 835	17 150
Subventions d'exploitation		527	517
Impôts et taxes	3	- 836	- 1 064
Charges de personnel	4	- 12 079	- 12 925
Excédent brut d'exploitation		4 447	3 678
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges	5	582	1 313
Dotations aux amortissements et provisions	6	- 1 146	- 1 034
Autres produits d'exploitation	7	243	289
Autres charges d'exploitation	8	- 434	- 590
Résultat d'exploitation		3 692	3 656
Charges et Produits financiers	9	30 419	4 851
Résultat courant avant impôts		34 111	8 507
Charges et Produits exceptionnels	10	- 1 170	- 153
Impôts sur les bénéfices	11	3 426	3 992
Résultat net comptable		36 367	12 346

Bilan au 31 décembre 2017



Actif

En K€	Note annexe	2017	2016
Immobilisations incorporelles	12	1 263	1 282
Immobilisations corporelles	13	4 718	4 799
Immobilisations financières	14	346 798	310 562
Actif immobilisé		352 779	316 643
Stocks et en-cours	15	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	16	1 196	1 569
Clients et comptes rattachés	16	87 349	135 843
Autres créances	16	284 369	243 208
Valeurs mobilières de placement	17	1 485	1 365
Disponibilités	18	26 186	28 281
Actif circulant		400 585	410 266
Comptes de régularisation	19	1 919	833
Total de l'actif		755 283	727 742

Passif

En K€	Note annexe	2017	2016
Capital		134 056	134 056
Primes d'émission		45 013	45 013
Réserves		29 368	29 248
Report à nouveau		53 681	48 559
Résultat de l'exercice		36 367	12 346
Subventions d'investissements		-	4
Capitaux propres	20	298 486	269 226
Provisions pour risques et charges	21	1 441	190
Dettes	22	455 264	457 619
Comptes de régularisation	23	92	707
Total du passif		755 283	727 742

Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2017



Faits caractéristiques de l'exercice

Lors du premier semestre 2017, la Société a souscrit à 100% à l'augmentation de capital de ses filiales :

- VRANKEN POMMERY UK, pour 2 400 000 titres, pour une valeur de 3 150 K€ amenant ainsi sa participation de 80% à 97,78%;
- VRANKEN POMMERY JAPAN, pour 4 000 titres, pour une valeur de 610 K€ amenant ainsi sa participation de 90% à 95%.

La Société a également participé à la réduction de capital de sa filiale ROZES pour réinvestir les fonds retirés de cette opération en augmentation de capital de sa filiale QUINTA DO GRIFO. Ainsi, la Société a cédé 199 976 titres de la société ROZES pour une valeur de 1 000 K€, dégageant ainsi une moins-value de 548 K€ et diminuant sa participation de 99,99% à 93,32%.

Les 1 000 K€ de la cession des titres ROZES ont permis à la Société de souscrire à 100% à l'augmentation de capital de la société QUINTA DO GRIFO, pour 40 000 titres, pour une valeur de 1 000 K€, laissant ainsi sa participation à 100%.

Le 18 décembre 2017, la Société a souscrit à 100% à l'augmentation de capital de sa filiale VRANKEN POMMERY PRODUCTION, pour un montant global de 36 157 K€, se décomposant ainsi :

- 35 275 K€ pour 3 527 500 actions nouvelles;
- 882 K€ en prime d'émission, soit 0,25 € par action nouvelle.

Elle a également racheté 85 titres de la société VRANKEN POMMERY PRODUCTION, détenus par des tiers, amenant ainsi sa participation de 99,98% à 99,99%.

Règles et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec le nouveau règlement n°2015-06 de l'autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'approche par composants

Pour se conformer aux réglementations comptables régies par l'article 214-9 du nouveau PCG 2016, la société a mis en application à compter du 1er janvier 2005, l'approche par composants pour l'inscription des immobilisations à l'actif.

Pour mémoire, la méthode rétrospective a été retenue (comme si la nouvelle méthode comptable avait toujours été appliquée) pour valoriser l'ensemble de ses immobilisations au 1er janvier 2005. L'impact de la mise en application des nouvelles règles avait été constaté directement dans les capitaux propres de la société au 31/12/2005.

A noter également qu'un amortissement dérogatoire est comptabilisé lorsque la durée réelle d'utilisation préconisée en comptabilité est supérieure à la durée d'usage admise en fiscalité comme le prévoit l'article 39 1 2° du CGI. Si au contraire, la durée réelle d'utilisation est inférieure à la durée d'usage, on réintègre fiscalement l'amortissement non admis.

Immobilisations incorporelles

Celles-ci répondent aux critères définis par l'article 211-5 du nouveau PCG 2016. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production. La société amortit sur la durée réelle d'utilisation du bien.

Frais d'établissement

Néant.

Frais de recherche et développement

En application de l'article 212-3 du nouveau PCG 2016, les coûts engagés lors de la phase de recherche sont enregistrés en charges. Les coûts engagés lors de la phase de développement sont comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale.

Marques et modèles

Les marques acquises auprès des tiers sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition.

Fonds commercial

Les fonds de commerce ne font pas l'objet d'un amortissement. Chaque année, un test de valeur est réalisé et les éventuelles dépréciations constatées.

Les durées d'amortissement selon le mode linéaire sont les suivantes:

Postes	Durée
Frais de recherche et développement de marchés	3 ans
Concessions, brevets, licences et droits similaires	2 à 5 ans

Annexe des comptes sociaux au 31 décembre 2017

**Immobilisations corporelles**

Dans la pratique, la société ne décompose les éléments que si le bien a une valeur significative d'au moins 500 € et s'il représente au moins 10% du prix de revient pour un bien meuble et 1% pour un bien immeuble.

les biens non décomposés sont évalués à leur coût d'acquisition. La base amortissable de ces biens est la base brute (sans tenir compte de la valeur résiduelle), et la durée d'amortissement est la durée réelle d'utilisation du bien.

les biens décomposés sont évalués au prix de revient (coût d'acquisition de l'immobilisation-les rabais, remises et ristournes + les coûts de mise en état du bien + les intérêts courus sur emprunts + les frais d'acquisition de l'immobilisation) répartis en une structure amortie sur la durée d'usage, et des composants, amortis sur la durée réelle d'utilisation.

Postes	Mode	Durée
Plantations	Linéaire	17 ans
Agencements	Linéaire	3 à 17 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 8 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire / Dégressif	1 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 10 ans

La dotation aux amortissements est comptabilisée dans un compte de charges d'exploitation de dotations aux amortissements.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Les titres des filiales et participations étrangères sont valorisés au coût historique d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres est déterminée par référence à l'activité développée, aux résultats dégagés, aux capitaux propres et aux perspectives d'évolution.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute en fin d'exercice une provision pour dépréciation est constituée.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques prud'honnaires constatées sont déterminées sur la base des sommes réclamées et en fonction du caractère probable des coûts associés.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre valeur à la date d'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin d'exercice; les différences d'actualisation sont portées en écart de conversion.

Charges à répartir

Ce poste ne comprend que les frais d'émission des emprunts.

Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi

Le CICE correspondant aux rémunérations éligibles de l'exercice 2017 a été constaté pour un montant de 258 894 Euros.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables (note d'information du 28 février 2013), le produit correspondant a été comptabilisé au crédit du compte 649, soit porté en diminution des charges de personnel.

Les impacts du CICE sur les états financiers figurent en note 4 de la présente annexe aux comptes annuels.

Ce produit est utilisé pour améliorer le fonds de roulement et la trésorerie globale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux représentant un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Actions propres

Figurent au poste Valeurs Mobilières de Placement, les actions Vranken-Pommery Monopole détenues dans le cadre de la régulation des cours.

Le résultat de ces opérations est comptabilisé en charges et produits exceptionnels.

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que le cours de bourse est inférieur à la valeur nette des actions propres détenues.

Evénements post-clôture

Aucun fait marquant significatif ne s'est produit depuis la clôture.

Les opérations de fermeture de la filiale chinoise sont toujours en cours.

Notes sur les comptes annuels au 31 décembre 2017



Note 1. Chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires en K€	France	Export	2017
Champagne	167 969	98 382	266 350
Porto	5 984	121	6 105
Vins de Provence et de Camargue	9 078	10 900	19 978
Autres	662	557	1 219
Ventes de marchandises	183 693	109 959	293 652
Prestations de services intra-groupe	44 314	109	44 423
Autres	5 048	77	5 125
Prestations de services et autres	49 362	186	49 548
Chiffre d'affaires	233 055	110 145	343 200

Variation du chiffre d'affaires en K€	2017	2016	Variation
Champagne	266 350	249 363	16 987
Porto	6 105	5 284	821
Vins de Provence et de Camargue	19 978	18 512	1 466
Autres	1 219	1 223	4
Ventes de marchandises	293 652	274 382	19 270
Prestations de services intra-groupe	44 423	102 197	57 774
Autres	5 125	4 564	561
Total des prestations de services et autres	49 548	106 761	57 213
Chiffre d'affaires	343 200	381 143	37 943

Le chiffre d'affaires de la Société s'est inscrit en baisse de 9,95% à 343 200 K€ en 2017 contre 381 143 K€ en 2016. Cette baisse est due à un retraitement des FTT qui se retrouve tant dans le chiffre d'affaires que dans les achats.

Note 2. Consommation de l'exercice

En K€	2017	2016
Achats	234 449	275 379
Variations de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	92 051	88 680
Total	326 500	364 059

**Note 3. Impôts et taxes**

En K€	2017	2016
Impôts et taxes sur rémunérations	390	576
CET et taxe foncière	324	330
Contribution sociale de solidarité	58	96
Autres impôts et taxes	64	62
Total	836	1 064

Note 4. Charges de personnel

En K€	2017	2016
Salaires & traitements	8 329	8 540
Charges sociales *	3 750	3 853
Intéressement des salariés	-	532
Total	12 079	12 925

* Dont 259 K€ de Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi.

Note 5. Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges

En K€	2017	2016
Reprise de provisions - Créances douteuses	180	765
Transfert de charges d'exploitation	138	337
Transfert de charges de personnel	264	211
Total	582	1 313

Note 6. Dotations aux amortissements & provisions

En K€	2017	2016
Immobilisations	793	682
Charges à étaler	179	148
Amortissements	972	830
Stocks	-	-
Créances	174	204
Risques & Charges	-	-
Provisions	174	204
Total	1 146	1 034

Note 7. Autres produits d'exploitation

En K€	2017	2016
Indemnités SFAC	201	169
Refacturation crédit-bail	-	-
Autres produits d'exploitation	42	120
Total	243	289



Note 8. Autres charges d'exploitation

En K€	2017	2016
Charges diverses de gestion courante	92	168
Achats crédit-bail	-	-
Créances irrécouvrables	342	422
Total	434	590

Note 9. Charges & produits financiers

Produits financiers en K€	2017	2016
Produits financiers de participations *	34 874	7 514
Autres intérêts et produits assimilés **	8 114	7 159
Reprises financières sur amortissements et provisions ***	738	922
Différences positives de change	880	881
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total	44 606	16 476

* L'augmentation des produits financiers de participations s'explique par une distribution exceptionnelle de dividendes de la filiale GRANDS DOMAINES DU LITTORAL (27 504 K€, contre 2 371 K€ en 2016) suite à la cession par celle-ci de sa participation dans la société LISTEL SAS au groupe CASTEL.

** Les autres intérêts et produits assimilés sont essentiellement composés des Intérêts des comptes courants groupe (3 440 K€, contre 3 643 K€ en 2016) et de refacturation groupe (4 672 K€, contre 3 513 K€ en 2016)

*** Dont 594 K€ de reprises de provisions sur les titres groupe et hors groupe et de 142 K€ de reprises de provisions sur valeurs mobilières de placement.

Charges financières en K€	2017	2016
Dotations financières aux amortissements et provisions *	1 849	1 253
Intérêts et charges assimilés **	11 523	9 813
Différences négatives de change	815	559
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total	14 187	11 625

* En 2017, les dotations financières sont essentiellement composées de provisions pour risques de change (1 230 K€, contre 1 K€ en 2016) et de provisions sur les titres groupe (619 K€, contre 1 106 K€ en 2016).

** La variation des intérêts et charges assimilées provient essentiellement des intérêts des emprunts contractés par la Société.

Note 10. Charges & produits exceptionnels

Produits exceptionnels en K€	2017	2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2	264
Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital *	1 092	2
Reprise sur provisions et transferts de charges	109	53
Total	1 199	319

Charges exceptionnelles en K€	2017	2015
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion **	561	280
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	-	-
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital ***	1 677	63
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	131	109
Total	2 369	472



* Les produits exceptionnels sur opérations en capital sont essentiellement composés de la vente des titres de la filiale ROZES (1 000 K€).

** Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion comprennent principalement des provisions sur divers litiges.

* Les autres charges exceptionnelles sur opérations en capital sont essentiellement composés de la cession des titres de la filiale ROZES (1 548 K€).

Note 11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (hors effets liés à l'intégration fiscale)

Ventilation en droit habituel en K€		2017	2016
Résultat courant	Avant	34 111	8 507
	Impôt	181	435
	Après	33 930	8 072
<i>Dont dividendes reçus</i>		33 130	7 139
Résultat exceptionnel	Avant	1 170	153
	Impôt	197	32
	Après	973	121
Résultat comptable	Avant	32 941	8 354
<i>Régularisations diverses</i>		-	-
		32 941	8 354
	Impôt *	16	403
<i>Régularisations diverses</i>		-	-
		16	403
	Après	32 957	7 951

* Crédits d'impôts compris et prise en compte de l'évolution de la législation française sur les grandes entreprises (contribution additionnelle sur les revenus distribués).

Depuis l'exercice 1999, la S.A. VRANKEN-POMMERY MONOPOLE est la société mère du groupe intégré fiscalement constitué par les filiales françaises. La convention d'intégration fixe les modalités de répartition de la charge d'impôt entre les sociétés membres du périmètre de la manière suivante :

- les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration ;
- les économies d'impôt réalisées par le groupe intégré sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice .

En 2017, la S.A. VRANKEN-POMMERY MONOPOLE en sa qualité de société mère a comptabilisé un produit global d'impôt de 3 426 K€, crédits d'impôts inclus. Le produit d'impôt propre à la Société en l'absence d'intégration fiscale s'élève à 16 K€, soit un gain global de 3 410 K€.

La ventilation de l'impôt ci-dessus entre le résultat courant et exceptionnel est effectuée sur la base de l'impôt propre de la Société en l'absence d'intégration.

La ventilation compte tenu de l'économie d'impôt liée à l'intégration fiscale est :

Ventilation en droit intégré en K€		2017	2016
Résultat comptable	Avant Impôt	32 941	8 354
	Impôt	3 426	3 992
	Régularisations diverses	-	-
	Après Impôt	36 367	12 346



Incidences des dispositions fiscales

Dette future d'impôt en K€	Base	Impôt
Accroissements :		
Déductions diverses	1 230	410
Allégements :		
Provisions et charges à payer	1 838	613
Réintégrations diverses	48	16
Oeuvres d'art d'artistes vivants	162	54

Les filiales entrant dans le périmètre d'intégration fiscale sont les suivantes :

Liste des filiales du périmètre d'intégration fiscale	Siret	Taux de détention directe et indirecte
S.A.S. Champagne Charles LAFITTE	32 825 159 000 050	99.79%
S.A.S. HEIDSIECK & C° Monopole	33 850 904 500 047	100.00%
S.A.S. VRANKEN-POMMERY PRODUCTION	33 728 091 100 120	99.99%
S.A.S. VRANKEN-POMMERY VIGNOBLES	31 420 812 500 067	99.83%
S.C.E.V. Champagne René LALLEMENT	41 529 902 300 028	99.94%
S.A.S. B.M.T. Vignobles	35 342 239 700 045	99.76%
S.C.I. Des Vignes d'Ambruyère	32 241 639 700 030	99.57%
S.C.I. Les Ansinges Montaigu	39 836 298 800 030	99.99%
S.A.S. GRANDS DOMAINES DU LITTORAL	72 204 117 500 034	96.50%
S.A.S. POMMERY	44 199 013 200 025	100.00%
S.A.S. HDC	58 204 422 800 085	100.00%
S.A.S. GV COURTAGE	38 271 056 400 032	99.84%



Note 12. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en K€	Au 01/01/2017	Acquisitions	Sorties	Virements	Au 31/12/2017
Frais de recherche et de développement	503	-	-	-	503
Frais de recherche et de développement	503	-	-	-	503
Marques, modèles	37	-	-	-	37
Logiciels	7 827	12	-	2	7 841
Autres droits	15	15	-	-	30
Concessions, brevets et autres droits	7 879	27	-	2	7 908
Fonds commercial	381	-	-	-	381
Autres immobilisations incorporelles	26	324	-	2	348
Total	8 789	351	-	-	9 140

Le poste fonds commercial se compose d'une clientèle acquise.

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels en cours de développement (348 K€).

Amortissements en K€	Au 01/01/2017	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2017
Frais de recherche et de développement	503	-	-	503
Concessions, brevets et autres droits	7 004	370	-	7 374
Total	7 507	370	-	7 877

Certaines marques créées sont amorties sur la durée de leur protection soit 10 ans. Les logiciels sont amortis sur 2 à 5 ans.

Note 13. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en K€	Au 01/01/2017	Acquisitions	Sorties	Virements	Au 31/12/2017
Plantations	27	-	-	-	27
Agencement, aménagement constructions	3 164	37	-	14	3 215
Matériel et outillage	146	-	-	-	146
Installations générales	243	12	-	-	255
Matériel de transport	345	19	119	-	245
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 326	215	16	-	4 525
Immobilisations sur constructions en cours	14	126	-	14	126
Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances sur autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Total	8 265	409	135	-	8 539

Amortissements en K€	Au 01/01/2017	Dotations	Diminutions	Virements	Au 31/12/2017
Plantations	27	-	-	-	27
Agencement, aménagement constructions	1 615	204	-	-	1 819
Matériel et outillage	132	4	-	-	136
Installations générales	184	23	-	-	207
Matériel de transport	232	27	53	-	206
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 277	165	16	-	1 426
Total	3 467	423	69		3 821



Note 14. Immobilisations financières

Valeurs brutes en K€	Au 01/01/2017	Acquisitions	Sorties	Virements	Au 31/12/2017
Titres de participations *	306 255	40 927	1 548	-	345 635
Créances rattachées à des participations **	6 956	-	3 150	-	3 806
Autres titres immobilisés	8	-	-	-	8
Prêts & autres immobilisations financières**	847	47	15	-	879
Total	314 066	40 974	4 713		350 328

* Se reporter aux faits caractéristiques de l'exercice.

**Les créances rattachées à des participations sorties pour 3 150 K€ résultent d'une avance de VPM et à la société VRANKEN-POMMERY UK, sur l'augmentation de capital réalisée en 2017.

** Les autres immobilisations financières sont composées de dépôts et cautionnements pour 416 K€, d'un fond de garantie de 460 K€ sur des emprunts et de prêts aux associés pour 2 K€ provenant de la T.U.P. de la société CAMARGUAISE DE PARTICIPATIONS en 2015.

Provisions en K€	Au 01/01/2017	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2017
Titres de participations	3 505	619	594	3 530
Total	3 505	619	594	3 530

Les dotations aux provisions sur les titres de participations portent sur les titres de VRANKEN-POMMERY Japan pour 58 K€, les titres de VRANKEN-POMMERY ITALIA pour 149 K€, les titres de VRANKEN-POMMERY AUSTRALIA pour 395 K€ et les titres de GV COURTAGE pour 17 K€ .

Les reprises de provisions concernent les titres de SADEVE pour 246 K€, les titres de CHARBAUT AMERICA INC. pour 19 K€, les titres de VRANKEN-POMMERY UK pour 326 K€ et les titres de L'EXCELLENCE DES GRANDS SAVOIR-FAIRE pour 3 K€.

Tableau des filiales et participations

En K€	Capital *	Capitaux propres autres que le capital **	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur brute des titres détenus par la société	Valeur nette des titres détenus par la société	Prix et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Filiales										
SAS CHAMPAGNE CHARLES LAFITTE	10 170	2 730	99,78%	25 217	25 217	647	0	1 002	997	1 000
SAS VRANKEN-POMMERY VIGNOBLES	7 497	1 885	99,83%	12 300	12 300	2 318	218	0 084	177	0
SAS VRANKEN-POMMERY PRODUCTION	70 550	1 203	99,96%	143 100	143 166	103 554	11 785	230 056	-7 206	0
SAS HEIDSIECK & C° MONOPOLE	7 000	2 115	100,00%	7 318	7 318	617	0	0	1 230	+ 517
SAS POMMERY	10 125	2 826	100,00%	13 290	13 269	8 173	0	2 830	1 068	2 200
SAS GV COURTAGÉ	40	184	99,84%	792	550	99	0	242	113	92
SAS HDC	1 538	3 130	100,00%	32 119	32 119	4 180	0	27 195	54	0
SC DU PEQUIGNY	28	94	99,94%	1 045	1 045	464	0	50	22	0
SAS GRANDS DOMAINES DU LITTORAL	41 280	10 917	96,50%	57 833	57 833	3 073	0	23 847	1 050	20 875
VRANKEN-POMMERY Deutschland & Österreich GmbH	3 725	504	100,00%	7 855	7 855	0	15 500	47 044	95	0
CHARBAUT AMERICA INC.	2 605	-1 750	100,00%	1 235	1 149	0	0	11 965	200	0
VRANKEN POMMERY BENELUX SA	2 534	1 497	99,99%	2 688	2 688	0	489	10 003	24	0
ROZES SA	15 000	7 761	93,32%	23 248	23 248	0	5 593	10 103	881	0
VRANKEN POMMERY U.K. LTD	3 550	-2 477	97,78%	3 478	3 478	0	34	6 374	-935	0
VRANKEN POMMERY SUISSE SA	808	932	100,00%	730	730	0	0	4 410	16	32
VRANKEN-POMMERY EO	195	-400	100,00%	200	0	144	0	0	0	0
QUINTA DO GRIFO	3 925	831	100,00%	7 327	7 327	0	2 440	1 051	7	0
VRANKEN-POMMERY JAPAN Co. LTD	632	134	95,00%	908	739	0	0	5 081	56	0
VRANKEN POMMERY ITALIA SPA	640	13	100,00%	1 124	670	0	0	8 053	4	0
VPL SA	63	170	82,00%	444	444	1 521	0	522	43	0
VRANKEN-POMMERY AUSTRALIA PTY LTD	1 437	-1 065	100,00%	1 447	264	0	0	3 333	28	0
Participations										
SADEVE SA***	3 434	-113	11,34%	1 117	653	0	0	1 125	-262	0
SAS L'EXCELLENCE ET LES GRANDS SAVOIR-FAIRE	348	-301	24,75%	73	11	0	0	54	14	0
Renseignements globaux										
Filiales françaises (ensemble)				293 030	282 647	103 404	12 003			34 702
Filiales étrangères (ensemble)				51 362	48 590	1 665	24 065			92
Participations dans les sociétés françaises (ensemble)				73	11	0	0			0
Participations dans les sociétés étrangères (ensemble)				1 117	653	0	0			0

* Converti au taux historique



Note 15. Stocks

Néant.

Note 16. Créances



Valeurs nettes en K€	2017	2016
Avances et acomptes versés sur commandes *	1 196	1 569
Clients et comptes rattachés **	87 349	135 843
Fournisseurs et comptes rattachés	61 752	14 110
Personnel et comptes rattachés	139	85
Etat et comptes rattachés	13 360	6 899
Groupe et associés ***	197 409	220 433
Débiteurs divers ****	11 709	1 681
Autres créances diverses	284 369	243 208
Total	372 914	380 620

* Il s'agit essentiellement d'avances sur des budgets publi-promotionnels faites à des clients importants.

** dont cessions de créances déduites

73 239 69 321

** dont créances représentées par des effets de commerce

441 2 691

*** dont créances sur les filiales liées au régime d'intégration fiscale

2 306 3 543

*** dont créances sur les filiales liées au régime de consolidation de TVA

7 512 9 712

**** dont 1,9 M€ de fond de garantie et 9,8 M€ liés aux cessions de créances clients

Provisions en K€	2017	2016
Clients et comptes rattachés	1 576	1 582
Total	1 576	1 582

Les comptes clients font l'objet d'une dépréciation systématique dès lors que toutes les procédures de recouvrement sont épuisées.

Produits à recevoir en K€	2017	2016
Créances Clients		
Clients et comptes rattachés	28 133	73 945
Autres créances		
Fournisseurs, avoirs à recevoir	61 752	14 110
Personnel et comptes rattachés	134	72
Etat et comptes rattachés	78	91
Groupe et associés	-	-
Créances diverses	32	12
Disponibilités	1	-
Total	90 131	88 230

Échéance des créances

Toutes les créances sont à échéance de moins d'un an.



Note 17. Valeurs mobilières de placement

Valeurs nettes en K€	2017	2016
Actions propres	1 485	1 365
Autres valeurs mobilières de placement	-	-
Total	1 485	1 365

Les rachats d'actions sont opérés en vue d'animer les cours de bourse.

Note 18. Disponibilités

Valeurs nettes en K€	2017	2016
Comptes bancaires	26 185	28 281
Produits à recevoir	1	-
Total	26 186	28 281

Comptes en devises

Les disponibilités en devises (hors pays de l'union monétaire européenne) sont converties en euros sur la base du dernier cours de change. Leur montant s'élève à 1 768 K€ au 31 décembre 2017.

Note 19. Comptes de régularisation actif

Charges à étaler en K€	Au 01/01/2017	Augment.	Dotations	Changem. méthode	Au 31/12/2017
Frais émission d'emprunt	578		178	-	400
Total	578	-	178	-	400

Les frais d'émission d'emprunt sont amortis sur la durée des emprunts et la dotation fait l'objet d'une réintégration fiscale.

En K€	2017	2016
Charges constatées d'avance	289	254
D'exploitation	289	254
Financières	-	-
Écarts de conversion actif	1 230	1
Total	1 519	255

Les écarts de conversion actif ont fait l'objet d'une provision pour risques et charges au passif du bilan.

**Note 20. Capitaux propres****Variation des capitaux propres**

Résultat de l'exercice en €	2017	2016
Résultat comptable	36 367 260	12 345 894
Nombre d'actions	8 937 085	8 937 085
Par action en €	4.07	1.38
Dividendes proposés	7 149 668	7 149 668
Nombre d'actions	8 937 085	8 937 085
Par action en €	0.80	0.80

Tableau des variations des capitaux propres de l'exercice	En K€
Capitaux propres à la clôture de l'exercice précédent avant affectations	256 880
Affectation du résultat à la situation nette par l'assemblée générale	12 346
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	269 226
Variations en cours d'exercice :	
Variation du capital	-
Variation des primes liées au capital	-
Autres variations *	43
Dividendes	- 7 150
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant l'assemblée générale	262 119
Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	- 7 107
Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	- 7 107

* Cette variation correspond aux dividendes perçus sur les actions propres détenues pour 46 K€ et à la variation des subventions d'investissements (-3 K€)

Affectation du résultat 2016	En Euros
Le résultat de l'exercice précédent a été affecté comme suit :	
- report à nouveau	5 075 946.78
- distribution de dividendes	7 149 668.00
- Réserve légale	
- Autres réserves	120 279.46
Résultat	12 345 894.24



Notes complémentaires

Nombres d'actions successifs et variations du capital	Nombre de titres	En Euros	
		Valeur nominale des titres	Impact sur le capital
A l'ouverture de l'exercice	8 937 085	15.00	134 056 275
A la clôture de l'exercice	8 937 085	15.00	134 056 275

Titres auto-détenus	Nombre de titres
A l'ouverture de l'exercice	61 004
A la clôture de l'exercice	62 188

Composition du capital social	A l'ouverture de l'exercice	Reclassement	A la clôture de l'exercice	Créées pendant l'exercice	Rembours. pendant l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	2 452 103	688	2 451 415	-	-	15
Actions à droit de vote double	6 484 982	688	6 485 670	-	-	15
Total	8 937 085	-	8 937 085	-	-	15

Note 21. Provisions pour risques et charges

Valeur en K€	2017	2016
Provisions pour pertes de changes hors groupe	14	1
Provisions pour pertes de changes groupe	1 216	-
Provision pour risque clients	131	109
Provision pour médaille du travail *	80	80
Total	1 441	190
Dotations	1 364	113
Reprises utilisées	-	-
Reprises non utilisées	113	82

*Conformément aux réglementations comptables, la provision pour médailles du travail est comptabilisée. Elle n'est plus mentionnée en engagement hors bilan.

L'évaluation des médailles du travail a été réalisée par un expert indépendant. Le taux de revalorisation retenu est de 1%.

Risque de Change :

Dans la gestion du risque de change, la Société utilise des instruments financiers de type change à terme.

Au 31 décembre 2017, la Société n'a plus d'instrument financier de couverture de change. Ils ont échus au cours de l'exercice 2017.

Risque de Taux :

Au 31 décembre 2017, la Société n'a plus d'emprunt à taux variable.

Toutefois, elle continue à utiliser, dans sa gestion du risque de taux d'intérêt, les instruments financiers tels que SWAP, CAP et COLLAR en fonction de la situation et des perspectives du marché des taux d'intérêts. Les contrats actifs au 31 décembre 2017 se décomposent comme suit :

Instruments financiers en K€	2017	2016
CAP	-	-
COLLAR	-	-
SWAP	7 162	9 548
Total	7 162	9 548

Couverture de type SWAP En K€	2017
Taux fixe inférieur à 2%	-
Taux fixe compris entre 2% et 2,5%	7 162
Total	7 162

Les échéances et la valeur de marché des instruments dérivés de taux détenus au 31 décembre 2017 se décomposent ainsi :

Échéance - En K€	Valeur comptable	Valeur de marché
Contrats échus en 2017	-	-
Contrats à échéance postérieure à 2017	7 162	290
Total	7 162	290



Note 22. Dettes

Détail des dettes en K€	2017	2016
Autres emprunts obligataires	200 000	200 000
Intérêts courus	3 985	3 969
Autres emprunts obligataires	203 985	203 969
Emprunts auprès des établissements de crédit	28 144	30 848
Crédits de trésorerie et découverts	13 923	14 366
Intérêts courus	316	427
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	42 383	45 641
Groupe et associés *	28 544	30 073
Autres dettes financières diverses	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	28 544	30 073
Avances et acomptes reçus sur commandes	12	35
Dettes fournisseurs et comptes rattachés **	147 039	145 950
Dettes fiscales et sociales	22 815	18 255
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	10 486	13 696
Total	455 264	457 619

* dont dettes sur les filiales liées au régime d'intégration fiscale

555 301

* dont dettes sur les filiales liées au régime de consolidation de TVA

3 722

** dont dettes représentées par des effets de commerce

26 26

Variations du capital des emprunts en K€	Au 01/01/2017	Souscrit	Remboursé	Au 31/12/2017
Autres emprunts obligataires*	200 000	-	-	200 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	30 848	4 000	6 704	28 144
Crédits de trésorerie et découverts	14 366	-	443	13 923
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	45 214	4 000	7 147	42 067

* hors intérêts courus

Échéances des dettes

Échéance des emprunts en K€	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Autres emprunts obligataires*	50 000	150 000	-	200 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 986	9 108	17 050	28 144
Crédits de trésorerie et découverts	13 923	-	-	13 923
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	15 909	9 108	17 050	42 067

* hors intérêts courus

Toutes les autres dettes sont à échéance à un an au plus.



Charges à payer en K€	2017	2016
Autres emprunts obligataires	3 985	3 969
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	316	427
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 862	25 191
Dettes fiscales et sociales	2 140	1 711
Autres dettes	10 266	10 684
Total	48 569	41 982

Dettes garanties par des sûretés réelles en K€	2017	2016
Nantissement de créances professionnelles	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit*	-	5 704
Total	-	5 704

* Il s'agit des emprunts provenant de la TUP avec la société CAMARGUAISE DE PARTICIPATIONS intégralement remboursés en 2017.

Engagements donnés en K€	2017	2016
Avals et cautions (1)	36 070	36 428
Cession de créances clients	-	-
Engagement de couverture de change	-	73
Engagement de couverture de taux	290	518
Engagements crédits baux et locations longue durée	156	279
Intérêts sur emprunts non échus	16 518	25 495
Engagements en matière de pension et frais médicaux	2 997	2 885
(1) dont engagements intragroupes	36 070	36 428

Les principaux paramètres 2017 pour l'évaluation actuarielle de ces engagements sont:

Age du départ à la retraite	67 ans pour les Cadres et l'Age Taux plein pour les Non Cadres
Taux de revalorisation des salaires	1.5%
Taux de revalorisation des cotisations médicales	1.50%
Taux de charges sociales	47.73%
Taux d'actualisation	1.60%

Ces paramètres ont été définis à partir de recommandations d'un expert indépendant.

Engagements reçus en K€	2017	2016
Sureté réelle (1)	790	951
Clause de retour à meilleur fortune (1)	8 618	8 632
Engagement de couverture de change	-	-
Total	9 408	9 583
(1) dont engagements intragroupes	8 618	8 632

Crédit-bail et Location longue durée**Immobilisations en crédit-bail et location longue durée (en K €)**

Immobilisations		Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Totaux
Coût d'entrée					265		265
Dotations aux amortissements	Cumul des exercices antérieurs				63		63
	De l'exercice				65		65
	Totaux	-	-	-	128	-	128
Valeur nette		-	-	-	137	-	137

Engagements de crédit-bail et location longue durée (en K €)

Redevances		Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Totaux
Payées	Cumuls des exercices antérieurs				105		105
	De l'exercice				86		86
	Totaux	-	-	-	191	-	191
Restant à payer	à un an au plus				99		99
	à plus d'un an et cinq ans au plus				57		57
	à plus de cinq ans				-		-
	Totaux	-	-	-	156	-	156
Valeur résiduelle	à un an au plus				-		-
	à plus d'un an et cinq ans au plus				-		-
	à plus de cinq ans				-		-
	Totaux	-	-	-	-	-	-
Montant pris en charges dans l'exercice					186		186

**Note 23. Comptes de régularisation passif**

En K€	2017	2016
Produits constatés d'avance	44	64
Ecart de conversion passif	48	643
Total	92	707

Note 24. Autres informations

Ventilation de l'effectif moyen par catégories	2017	2016
CADRES	112	107
AGENTS DE MAITRISE	26	30
EMPLOYES	36	37
OUVRIERS	3	3
Total	177	177

Note 25. Rémunérations des organes d'administration et de direction

En €	Organe d'Administration	Organe de Direction	Total
Rémunérations allouées au titre d'un mandat social		33 000	33 000
Jetons de présence		72 000	72 000
Engagements de retraite		-	-
Avances et crédits alloués		-	-

Note 26. Identité de la société consolidante

La société Vranken-Pommery Monopole est la société mère du groupe Vranken-Pommery Monopole et à ce titre, est l'entité consolidante.

Note 27. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	2017	
	Mazars	Audit & Stratégie
Honoraires relatifs à la mission de certification	114 844	96 579
Honoraires relatifs à d'autres prestations	18 338	3 600
Total	133 182	100 179

Note 28. Information sur les postes concernant les entreprises liées



En K€	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	Postes	Liées
Participations (valeur brute)	-	344 444
Créances rattachées à des participations	-	3 806
Dépôts	236	133
Autres immobilisations financières	-	-
Créances clients et comptes rattachés	37	86 486
Autres créances		259 136
Emprunts et dettes financières divers	1 457	27 087
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	711	97 539
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	-	9 959
Produits de participation	-	34 874
Autres produits financiers	-	8 525
Charges financières	18	1 695

Note 29. Parties liées

Les principales transactions significatives réalisées avec les parties liées sont réputées conclues aux conditions normales de marché.